

Chauffeurs de bus de Conflans - Cergy 67* jours de grève

* au 13 janvier 2025

Le Parti des travailleurs informe et soutient le mouvement des conducteurs de bus de la société Francilitté Seine et Oise (FSO). Ils sont en grève car leurs conditions de travail et leur rémunération ont été remises en cause à la suite d'un appel d'offres lancé par Île-de-France Mobilités, présidé par Valérie Pécresse, pour l'attribution d'une « délégation de service public », dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, qui résulte d'une directive européenne. Les piquets de grève des dépôts de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) et de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) ont lancé un appel :

« Nous, conducteurs, des piquets de grève de Conflans-Sainte-Honorine et de Saint-Ouen-l'Aumône, sommes en grève avec nos organisations syndicales depuis le 7 novembre 2024 sur les revendications suivantes :

- non à l'augmentation de l'amplitude horaire,
- non à la diminution des temps de pause et des temps de battement,
- non à l'augmentation des courses dans les feuilles de service,
- maintien des acquis sociaux (primes...) pour tous, y compris les entrants (non à la clause du grand-père).

Ces revendications, à la suite de l'ouverture à la concurrence mise en place par Île-de-France Mobilités (IDFM), concernent tous les dépôts de bus de la petite et grande couronne.



Nous lançons un appel à nos collègues des autres dépôts de bus à nous rejoindre dans la grève pour refuser le dépeçage des acquis sociaux. C'est le moment de tout bloquer pour garder nos acquis et conditions de travail. »

Cette ouverture à la concurrence poursuit le processus de privatisation des transports en commun qui a commencé pour les bus il y a trois ans dans la grande couronne parisienne (Seine-et-Marne, Yvelines, Val-d'Oise, Essonne), avec l'aval du ministre des Transports du gouvernement Macron. Cela se traduit par des centaines de suppressions de courses de bus par semaine, voire par jour. En défendant leurs conditions de travail et leurs acquis, les conducteurs de bus défendent par là même le droit à un service public de qualité pour toute la population. ■

Interview

«Aux gars de Conflans, je dis courage, il ne faut pas lâcher»

À l'occasion de la diffusion du tract du PT au dépôt d'Ecqueville où travaillent 150 chauffeurs, nous avons discuté avec un chauffeur de bus du dépôt d'Ecqueville (78), élu CFDT.

« La ligne a été reprise par Keolis. Dès qu'un nouvel opérateur arrive, les accords d'entreprise tombent et doivent être renégociés, c'est une disposition de la nouvelle convention collective. Il faut renégocier les acquis sociaux : les chèques vacances, la prime d'intéressement, les services des personnels, l'ampli-

Diffusions le samedi 4 janvier sur le marché de Mantes-la-Jolie
« Il fait froid, les gens sont peu nombreux, mais on tient bon et le cafetier devant lequel on diffuse, nous offre deux de café. Nous interpellons les passants : « solidarité avec les chauffeurs de bus de Conflans en grève depuis 60 jours » Les réactions sont réconfortantes. Certains sont interloqués « 60 jours de grève ? mais pourquoi ? que demandent-ils ? pourquoi on ne leur répond pas ? », j'espère qu'ils vont gagner ». Au final, nous récoltons 20 signatures, vendons 9 Tribune des Travailleurs et collectons 116 euros de soutien. Un résultat modeste mais qui témoigne de la persistance de la solidarité ouvrière et de la volonté de combattre contre Macron. ■

tude horaire. Chez nous aussi, les chauffeurs n'ont pas de toilettes en bout de ligne, même à la gare des Mureaux où se croisent de nombreuses lignes. On a fait grève en 2022 à 100 % des personnels pour conserver nos acquis et on en a conservé. Nous avons une réunion avec la direction le 28 novembre 2024 ; en fonction des réponses de la direction nous irons à l'action. Aux gars de Conflans, je dis courage, faut pas lâcher. Avec Ile-de-France Mobilités, on est tous au rabais. » ■

Editorial

Aucun accord avec Bayrou !

La base du prochain budget, c'est d'inscrire 50 milliards d'euros de coupes, c'est 50 milliards en moins pour les services publics, l'école, les hôpitaux. Mais les budgets de la guerre, eux, seront augmentés ! La conférence sur le financement des retraites, qu'ils annoncent, a pour seule fonction de remettre en cause les acquis des travailleurs arrachés par la lutte de classe. L'intérêt des travailleurs et de la jeunesse, c'est de dire : aucune coupe budgétaire, non aux 50 milliards de coupes, aucun accord avec Bayrou. 60 000 travailleurs et jeunes ont signé l'appel du Parti des travailleurs. C'est dans la lutte de classe qu'il sera possible de défendre l'ensemble de nos droits et de nos acquis ! Ils ont raison, les conducteurs de bus de FSO en grève depuis plus de deux mois parce que la direction veut diminuer leur salaire. Unité, front commun pour la satisfaction des revendications ! Pour un gouvernement de satisfaction des revendications, à bas la guerre, à bas l'exploitation,

rejoignez le Parti des travailleurs !

Unité pour la satisfaction des revendications des travailleurs et des jeunes

APPEL DU BUREAU NATIONAL

Les Mureaux / Grève

« On a envie de continuer le combat »

Nous avons rencontré le 5 décembre, jour de la grève du personnel, des représentants CGT des territoriaux des Mureaux. Ils nous ont expliqué l'origine et les raisons de leur mouvement et ont présenté leurs revendications.

« La CGT des Mureaux a voulu profiter du mouvement de revendications nationales sur le retrait des 3 jours de carence dans la fonction publique, pour faire un parallèle avec la spécificité de notre collectivité dont les conditions de travail empirent.

Aujourd'hui, la mairie des Mureaux emploie 800 agents, avec beaucoup de contractuels en CDD. A l'occasion de la bataille contre la réforme des retraites, il y a eu un grand mouvement avec de nombreux débrayages d'une heure. L'issue du mouvement a généré beaucoup de déception, c'est pourquoi il y a moins de mobilisation aujourd'hui. Il y a aussi le contexte ambiant en France avec l'utilisation du 49-3 à tout va qui démoralise les agents. Certains agents ne se sentent pas concernés par la situation. Par exemple, ils ne mesurent pas encore l'impact des journées de carence. D'autres ne croient plus au syndicalisme, ou alors ils ont peur des représailles et des conséquences sur leur carrière, même les chefs de service. C'est également lié à la mécon-

naissance des droits de chaque salarié mais aussi aux attaques des droits syndicaux. Pour certains agents, les syndicats ne sont pas crédibles. Les élus mettent la pression aux agents car ils sont la vitrine de la ville. Mais il y a une baisse de moyens et une augmentation de la charge de travail. Il y a certes, la baisse des dotations de l'état, mais les indemnités des élus restent au maximum alors qu'il n'y a même plus de peinture pour peindre les murs !!! La CGT des Mureaux a posé la question aux camarades pour savoir ce qu'ils voulaient faire le 12 décembre. Il y aura une grande réunion départementale le 8 janvier 2025 pour faire une action départementale au niveau Éducation nationale, Santé et Territoriaux. Et il n'y a pas de réponse de la mairie pour l'instant sur les revendications. Notre CGT territoriale des Mureaux a sollicité un rendez-vous auprès

de M^r Garay, Maire des Mureaux (la rencontre est prévue le 15 janvier 2025) et appelle tous les agents de la ville à se mobiliser pour exiger des moyens budgétaires, la titularisation des contractuels, augmentation des salaires, des primes pour les professionnels de la petite enfance, ... Chaque service rencontre les mêmes problématiques à des degrés divers et notre objectif est d'alerter et de rassembler tous les agents autour de causes communes. Nous voulons faire agir le maire, qui est d'accord pour négocier seulement s'il y a du monde, si nous sommes numériquement en force. On est un peu déçus du nombre de présents aujourd'hui mais au moins on montre qu'on est là. On va demander aux agents ce qu'ils veulent faire par la suite. On les encourage à se joindre à notre lutte qui est aussi la leur. On a envie de continuer le combat. »



Les Mureaux / Lycée François-Villon

Un lycée à l'abandon : grève des élèves, des parents et des personnels



Le personnel, des parents et des élèves ont établi la liste de leurs revendications... et la liste est longue.

De notre correspondant

Une mobilisation de 4 jours, les 5, 6, 7, 8 novembre au Lycée François Villon des Mureaux avec une action massive des personnels dont des syndiqués SNES-FSU et CGT, des parents de l'association autonome et des élèves du lycée. Cent-cinquante lycéens ont fait un sit-in le vendredi 8 au matin avec des parents et des personnels du Lycée. Des représentants de la municipalité des Mureaux étaient également présents. Ils ont dressé la liste précise de leurs revendications : Le remplacement des enseignants absents depuis la rentrée ; des élèves détaillent, « il y a une classe de 1^{er} sans prof de maths et français depuis la rentrée et ils ont l'épreuve de français à la fin de l'année, avec deux mois de cours en moins, ils sont désavantagés ; tout le monde doit avoir les moyens pour faire des études. »

D'autres postes sont vacants ou manquent, un troisième CPE le poste n'est pas pourvu depuis la rentrée et il faut des AED en plus, une assistante sociale, un médecin scolaire, une infirmière. Le lycée est surchargé ; il accueille 1385 élèves alors qu'il a été conçu pour 850. D'où la revendication de la rénovation de la cantine et de créer des espaces supplémentaires. Il n'y a que 314 places assises à la cantine soit 628 en deux services et 900 élèves étaient inscrits à la cantine à la rentrée. Des élèves témoignent : « il faut choisir entre manger et aller en cours », « on a arrêté d'aller à la cantine, il y a trop de monde et trop d'attente. Maintenant on mange dehors ». S'ajoute à tout cela le prix du ramassage scolaire. Une parente d'élèves explique : « pour mon enfant c'est 374.40 euros pour une année plus 8 euros de frais de dossier, depuis que le Conseil

Général des Yvelines a supprimé la subvention départementale. La région rembourse 100 euros mais il faut d'abord faire l'avance des frais. » Un élève raconte : « je n'ai pas encore mon pass imagine R ; pour aller au lycée, le ticket coûte 2,15 euros et pour rentrer le midi, repartir au lycée et revenir cela fait 8,60 euros pour une seule journée. » Les représentants des personnels et des parents ont été reçus par le Directeur Académique de l'Éducation nationale des Yvelines (DASEN), le 13 novembre 2024. Les professeurs et des familles demandent des renforts pédagogiques, des professeurs en plus, le DASEN ne propose que 160 heures supplémentaires, alors que les enseignants en assurent déjà beaucoup. Le poste d'assistante sociale est ouvert ... et en cours de recrutement. ■

Sartrouville

Appel des enseignants et les parents d'élèves

Les enseignants et les parents d'élèves soussignés viennent d'apprendre que le Conseil municipal de Sartrouville convoqué le jeudi 19 décembre 2024 est saisi d'un projet de bouleversement des secteurs scolaires de toutes les écoles du Plateau et du Vieux Pays (ME Turgot et AR Turgot, La Fontaine) ainsi que de la reconfiguration des écoles Joliot Curie 1, Joliot Curie 2, Joliot Curie maternelle dès la prochaine rentrée scolaire. Ce qui est prévu aurait de graves conséquences pour la scolarisation des enfants, l'organisation des parents, le fonctionnement des écoles, le travail des enseignants. L'école maternelle Joliot Curie et le poste de direction serait supprimés. Les élèves de petite, moyenne et grande section seraient scolarisés en élémentaire. Les postes des enseignants seraient en grande partie des postes à profil plaçant de fait les enseignants sous contrat au mépris de leur statut. Devant de tels bouleversements, les enseignants, les parents soussignés demandent la suspension des délibérations prévues au conseil municipal du 19 décembre 2024 et l'ouverture de véritables négociations avec toutes les parties concernées et leurs organisations (associations de parents d'élèves, syndicats enseignants : SNUDI FO,)

Mantes/Gassicourt

Rassemblement pour le maintien du bureau de poste de Gassicourt

Samedi 11 janvier a eu lieu un rassemblement devant le bureau de poste de Gassicourt avec plus de 30 personnes présentes. Les représentants du collectif, du PCF, du Parti des travailleurs, du Printemps mantais (soutenu par Les Verts et le PS), la suppléante LFI du député de Mantas Benjamin Lucas (Généralistes) y ont pris la parole. Le collectif pour le maintien du bureau de poste a recueilli plus de 1200 signataires d'habitants à ce jour. Le bureau de poste qui devait fermé le 1^{er} juillet 2024 est toujours ouvert. La création du point France service est rejetée par le collectif car elle conduit à la fermeture du bureau de poste et du guichet Banque postale et à la disparition à terme du distributeur automatique de billets.



Samedi 11 janvier, pendant le rassemblement pour dire «Non à la fermeture du bureau de poste»



Renault / Guyancourt

«Pour faire reculer la direction, il faut que la base impose le mot d'ordre de maintien de tous les jours de congés»

La direction du Groupe Renault France attaque les congés des cadres. Nous avons rencontré Sylvie, ingénieur en informatique à Guyancourt. Elle nous explique les motivations du mouvement et les revendications du personnel.

■ **Quel est la cause de la mobilisation en cours à Guyancourt et à Lardy ?**

Effectivement après une série de réunions insignifiantes autour du « Contrat social », la direction dévoile maintenant son projet : réaliser un

recul social majeur, qu'elle veut conclure rapidement par une signature syndicale en décembre.

Le coup principal, c'est le vol de 1,2 jour de RTT et de 2 à 3 jours de congés d'ancienneté des cadres. Les cadres, depuis l'application de la loi Aubry dite des « 35 heures », ont un décompte du temps de travail en jours, ce qui a légalisé des horaires à rallonge. Mais au moins ils avaient acquis à l'époque 10 jours de RTT. C'est à cet acquis que la direction s'attaque.

De même elle veut profiter de la nouvelle Convention Collective de la Métallurgie pour raboter les jours de congés acquis à l'ancienneté. D'autres dispositions s'attaquent aux augmentations automatiques de salaires, aux conditions du télétravail... et concernent tout le personnel.

Tout se passe comme si la Direction voulait encourager encore de nouveaux salariés à quitter l'entreprise, après les 15 000 suppressions d'emplois subis ces dernières années !

■ **Comme a réagi le personnel ?**

Il y a eu 3 débrayages de 1 heure. Jusqu'à 250 personnes ont participé au Technocentre et 100 à Lardy. C'est modeste par rapport aux effectifs, mais c'est beaucoup pour des cadres.

Mais la division domine, par exemple par des rassemblements différents appelés par certains syndicats. Pour faire reculer le Direction, il faut que la base impose le mot d'ordre de Maintien de tous les jours de congés. ■